

Santé des femmes au travail : la Région Occitanie engage des mesures concrètes et demande une évolution de la loi



Santé des femmes au travail : la Région Occitanie engage des mesures concrètes et demande une évolution de la loi

Réunis en Assemblée plénière le jeudi 4 juin, les élus régionaux d'Occitanie ont adopté un vœu transpartisan pour mieux reconnaître les problématiques hormonales féminines dans le monde du travail. Seuls les élus du Rassemblement national ont voté contre et refusé de participer au groupe de travail.

Créé à l'initiative de Carole Delga, à la suite d'une question de Marielle Garonzi (groupe Occitanie Courageuse), **ce groupe de travail transpartisan, présidé par Pierre Lacaze, vice-président de la Région, a formulé des propositions concrètes pour que les femmes ne soient plus pénalisées dans leur travail en raison de pathologies hormonales** : enquête auprès des agentes, adaptation des conditions de travail, recours facilité au télétravail sur prescription médicale, renforcement de l'accompagnement managérial et amélioration des équipements et infrastructures (détails dans le vœu ci-joint).

La Région Occitanie portera également un plaidoyer auprès du Gouvernement et des parlementaires pour faire évoluer la loi. Cette évolution est indispensable pour permettre la création d'une Autorisation Spéciale d'Absence liée aux pathologies hormonales féminines, aujourd'hui impossible à instaurer par les collectivités. **Ce plaidoyer sera porté dès le 8 juin auprès de la ministre chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, Aurore Bergé, à l'occasion d'une rencontre de l'association Régions de France.**

En marge de l'Assemblée plénière, Carole Delga a déclaré : « Trop de femmes voient encore leur vie professionnelle compliquée par des problématiques de santé insuffisamment reconnues. Nous refusons cette injustice qui entraîne des inégalités professionnelles entre les hommes et les femmes. En Occitanie, nous prenons nos responsabilités en mettant en place, dès maintenant, des mesures concrètes pour améliorer leur quotidien et leurs conditions de travail. Mais nous savons aussi que les collectivités ne peuvent agir seules. C'est pourquoi, nous porterons auprès du Gouvernement et des parlementaires, un plaidoyer pour faire évoluer la loi et permettre la création d'une Autorisation Spéciale d'Absence sur prescription médicale. »

Retrouvez les interventions complètes autour de l'adoption de ce vœu, sur le lien suivant (à partir de 4h28) : <https://www.laregion.fr/les-assemblees-plenieres#direct>. Vous trouverez également le vœu transpartisan en pièce jointe.